

## **CHAMBRE DES DEPUTES**

### **Sous-comité des Droits de l'homme Internationaux du Comité Permanent des Affaires étrangères et du Développement International**

#### **Situation sur les droits de l'homme au Vietnam**

**21 avril 2015**

**Do Hoang Diem  
Président de Viet Tan**

Monsieur Scott Reid, Président du Sous-comité des droits internationaux,  
Chers membres du Parlement,  
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier le Sous-comité des droits de l'homme internationaux d'avoir organisé cette réunion et de me donner l'occasion de parler de la situation des droits de l'homme au Vietnam. A la fin de la guerre du Vietnam en 1975, le Canada a chaleureusement accueilli de nombreux réfugiés vietnamiens et leur a fourni un nouveau foyer. Nous tenons à vous exprimer notre profonde gratitude pour toute votre gentillesse et votre générosité

Cette année, le 30 avril marquera le 40ème anniversaire de la fin de la guerre du Vietnam. Etudions comment 40 ans de régime communiste a pu affecter le peuple vietnamien. Depuis 1975, le Parti Communiste Vietnamien (PCV) a instauré un des régimes les plus répressifs et corrompus de notre histoire. Immédiatement après avoir pris le contrôle du Sud Vietnam, le PCV a envoyé des centaines de milliers de gens dans des camps de prisonniers où des milliers de personnes sont mortes sous la torture, de famine, de maladie et d'épuisement à la tâche. De 1975 jusque dans les années 1990, leur régime de terreur a conduit de nombreuses personnes à fuir le Vietnam en masse. Parmi ceux qui ont tenté de fuir en bateau, beaucoup ont péri en mer ou ont été victimes des pirates, des centaines de femmes et de jeunes filles ont été violées ou enlevées.

Ce qui ressort peut être le plus de ce régime après 40 ans est leur bilan catastrophique en matière de droits de l'homme. Aujourd'hui, je voudrais concentrer ma présentation sur cinq domaines clés.

#### **Liberté d'expression et d'information**

Au Vietnam, l'Etat contrôle tous les medias. La presse et les émissions de télévision étrangères sont censurées avant même que le public vietnamien n'en prenne connaissance. Le gouvernement réduit au silence toute critique par l'intimidation de la police, le harcèlement, les arrestations arbitraires, les condamnations et les lourdes peines de prison. Selon le classement 2015 de Reporters sans Frontières, le Vietnam figure au 175ème rang sur 180 pays dans le Classement mondial de la liberté de la presse.

En septembre 2013, le gouvernement a adopté le Décret 72 donnant tous pouvoirs à l'Etat pour réprimer l'expression sur les blogs Internet et les médias sociaux. En janvier 2014, ils ont

adopté le Décret 174 instituant des peines sévères aux médias sociaux et aux internautes aux idées "anti-étatiques" ou "aux idéologies réactionnaires". Le gouvernement utilise aussi des attaques DDOS pour fermer les sites internet s'opposant au régime, des logiciels espions et des logiciels malveillants pour pirater les ordinateurs des activistes. Selon Freedom House, ils emploient également des milliers de personnes pour façonner l'opinion publique et répandre des jugements favorables en faveur de l'Etat sur internet.

Les deux principales recommandations au Vietnam qui ressortent de l'Examen Périodique Universel de L'ONU en février 2014 étaient :

- *De créer des conditions favorables pour la liberté d'opinion, d'expression, et de réunion ;*
- *De s'assurer que la liberté d'expression est protégée aussi bien hors ligne qu'en ligne et de permettre l'accès et l'utilisation d'internet sans restriction et de permettre aux blogueurs, aux journalistes et aux autres internautes et ONGs de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.*

### **Liberté de réunion et d'association**

Le gouvernement vietnamien interdit tous les partis politiques, les syndicats et les organisations des droits de l'homme indépendants du gouvernement ou du Parti Communiste. Les autorités exigent une autorisation officielle pour les réunions publiques et refusent d'accorder des autorisations pour les réunions, les marches, ou les manifestations qu'ils considèrent irrecevables.

Cependant, au cours des dernières années, de nombreuses protestations ont éclaté au sujet des confiscations de terres par des fonctionnaires corrompus, des mauvaises conditions de travail, du Code du travail inadéquat et des conflits territoriaux avec la Chine. En réponse, les forces de sécurité de l'État sévissent régulièrement contre les personnes participant à ces manifestations et de nombreux militants ont été soit arrêtés soit condamnés jusqu'à 7 ans de prison.

### **Liberté de religion ou de croyance**

Bien que la liberté de religion soit protégée par la Constitution vietnamienne; il reste cependant beaucoup de décrets administratifs qui limitent de manière significative la liberté de religion. Plus récemment, le Décret 92 qui a été adopté en janvier 2013 étend plus encore le contrôle du gouvernement sur les groupes religieux.

Tous les groupes religieux sont tenus d'adhérer à une association de tutelle contrôlée par le Parti appelée le Front de la Patrie Vietnamienne. Ceux qui ne se plient pas à cette exigence sont souvent arrêtés et harcelés. Les groupes religieux les plus souvent ciblés par le gouvernement incluent l'église Cao Dai, l'église Bouddhiste Hoa Hao, l'église Protestante, les Catholiques Rédemptoristes et l'Église Bouddhiste Unifiée du Vietnam. À titre d'exemple, les autorités locales essaient de forcer la délocalisation de la Pagode Lien Tri, une branche de l'Église Bouddhiste Unifiée du Vietnam, alors que ça fait 60 ans qu'elle occupe son emplacement actuel. Les autorités évoquent pour raison principale que la pagode serait une plaque tournante pour les organisations de société civiles non-autorisées, notamment le Conseil Interconfessionnel du Vietnam.

On peut peut-être mieux comprendre la situation actuelle du Vietnam en lisant le Rapport du Rapporteur Spécial de l'ONU sur la liberté de religion ou de croyance après sa visite au

Vietnam en juillet 2014. M. Heiner Bielefeldt écrit dans son rapport qu' *“alors que la vie religieuse et la diversité religieuse sont une réalité dans le Vietnam d'aujourd'hui, l'autonomie et les activités des communautés religieuses ou de croyance, soit des communautés non reconnues, demeurent limitées et risquées. Les droits à la liberté de religion ou de croyance de ces communautés sont extrêmement bafoués et font face à une surveillance constante, à l'intimidation, au harcèlement et à la persécution”*.

## **Droits politiques**

Le Vietnam est un État à parti unique dans lequel le Parti Communiste Vietnamien (PCV) détient tout le monopole sur le pouvoir politique. Ce monopole garanti par l'Article 4 de la Constitution qui a récemment été modifiée en 2013, stipule que le PCV est la seule force “dirigeante de l'État et de la société”. Comme indiqué précédemment, tous les partis politiques d'opposition sont interdits et sévèrement persécutés. Les membres de l'Assemblée du Vietnam sont élus au suffrage universel ; cependant, tous les candidats sont examinés de près par le PCV lui-même contrôlé par le Front de la Patrie Vietnamienne. Ceci a valu au Vietnam d'être nommé à la 7<sup>ème</sup> place par Freedom House, 1 étant la meilleure place et 7 étant la pire.

Par conséquent, le PCV contrôle toutes les branches du gouvernement et selon Freedom House, *“l'adhésion au Parti est largement considérée comme un moyen de se faire un chemin dans les affaires et dans la société, et la corruption et le népotisme parmi les membres du Parti est un problème constant”*. Selon l'indice 2014 de Transparency International, le Vietnam figure au 119ème rang sur 175 pays en ce qui concerne les problèmes de corruption.

Malgré de nombreux obstacles, des défenseurs de droits de l'homme, des activistes pour la démocratie, des intellectuels et, de plus en plus, d'anciens hauts responsables du PCV ont ouvertement appelé à une réforme politique et à un plus grand respect des droits de l'homme. Le gouvernement a répondu par plus d'arrestations, d'harcèlement et d'intimidation; une répression que beaucoup d'organisations internationales de droits de l'homme ont qualifié comme la pire des 20 dernières années.

## **Etat de droit**

Au lieu de l'État de droit, le gouvernement vietnamien a misé sur “l'autorité par la loi”, une approche qui applique les lois régissant la sécurité nationale pour supprimer les droits fondamentaux. Pour restreindre la liberté d'expression, les activistes sont accusés sur la foi d'articles formulés vaguement dans le Code pénal comme “propagande contre l'Etat” (Article 88), “subversion de l'administration du peuple” (Article 79), ou “abus des libertés démocratiques afin d'attaquer l'intérêt de l'Etat et les droits légitimes et les intérêts des organisations et/ou des citoyens” (Article 258). De plus, le système judiciaire vietnamien est sous le contrôle du PCV. Lors de cas d'affaires politiques, les procès ont souvent été menés à la hâte et manquent régulièrement de la partialité qui est exigée par les lois internationales.

Les lois vietnamiennes autorisent également “la détention administrative” sans procès, considérant les dissidents pacifiques comme une menace à la sécurité nationale, beaucoup sont assignés à résidence surveillée. Pour éviter toute critique de la part des organisations internationales, les autorités font parfois appel à des accusations apolitiques telles que “la fraude fiscale” pour mettre les activistes en prison. Par exemple, dans son Rapport 2014 sur les Droits de l'homme et la Démocratie, le bureau des affaires étrangères du Royaume-Uni et du Commonwealth avait indiqué que le Vietnam était “un pays difficile” et avait fait la remarque suivante : *“il y a un manque de transparence et de responsabilité dans l'ensemble du système*

*juridique. Nous craignons que l'Etat utilise les tribunaux pour punir les dissidents sur des accusations sans fondement. Par exemple, dans le cas de Le Quoc Quan, dont la condamnation à 30 mois de prison pour fraude fiscale a été confirmée en appel en Février 2014, le Royaume-Uni a estimé qu'il avait été emprisonné pour avoir exprimé ses opinions sur la religion, la corruption et la réforme agraire, et que son procès était injuste".*

## **Recommandations**

En conclusion, pour protéger les droits de l'homme et en fin de compte pour soutenir la démocratie au Vietnam, je voudrais faire les recommandations suivantes.

### 1. Appeler à la libération des prisonniers politiques :

Je demande à ce que le Gouvernement du Canada rejoigne l'Examen Périodique Universel 2014 des Nations Unies en demandant au gouvernement vietnamien "de libérer immédiatement tous les prisonniers politiques détenus et tous les prisonniers détenus pour leur expression pacifique ou leurs croyances religieuses". On estime qu'il y a actuellement des centaines de prisonniers politiques au Vietnam. La liste des prisonniers les plus en vue inclut notamment l'avocat Le Quoc Quan ; les blogueurs Ta Phong Tan, Nguyen Dinh Ngoc et Nguyen Huu Vinh ; l'activiste des droits fonciers Tran Thi Thuy ; le musicien Viet Khang ; l'activiste Bui Minh Hang, les pasteurs Duong Kim Khai et Nguyen Cong Chinh ; et les défenseurs catholiques pour les droits de l'homme comme Ho Duc Hoa, Dang Xuan Dieu et Nguyen Dang Minh Man.

### 2. Travailler pour une société civile :

L'Ambassade du Canada au Vietnam devrait rencontrer et soutenir les organisations populaires indépendantes, particulièrement celles qui luttent pour une réforme sociale, une réforme du système juridique et pour les droits de l'homme. Il serait de plus très utile de rencontrer les défenseurs des droits de l'homme en prison ainsi que leurs familles.

### 3. Insister pour une réforme juridique :

Le Gouvernement du Canada peut insister pour que le Gouvernement vietnamien supprime les Articles 79, 88 et 258 du Code pénal ; ainsi que les Décrets Administratifs 72, 92 et 174. Les représentants de l'Ambassade du Canada devraient demander à assister aux procès politiques et insister pour que le Gouvernement vietnamien respecte les droits de réunion, de liberté d'expression et de création d'organisations civiles.

### 4. Intégrer les aspects des droits de l'homme dans toutes les relations bilatérales :

Le Gouvernement du Canada peut inclure la réforme juridique et la liberté sur internet dans l'ordre du jour quand il fait la promotion de l'éducation et du commerce avec le Vietnam ; il peut développer une sorte de feuille de route où les améliorations en matière de droits de l'homme seraient connectées à l'économie ou à la sécurité ; il peut soulever les questions touchant les droits de l'homme lors de leurs visites aux organes exécutifs et parlementaires au Vietnam.

#####

Pendant longtemps, la communauté internationale, et particulièrement le gouvernement et le peuple canadiens, a soutenu les droits de l'homme au Vietnam. Nous vous remercions de tout ce que vous avez fait. Nous pensons qu'un Vietnam libre et démocratique, où les droits de

l'homme sont respectés, est dans le meilleur intérêt pour la Région Asie-Pacifique, et même plus encore. Nous demandons votre soutien pour que notre pays soit libre et que les droits de l'homme soient respectés, pour que le Vietnam puisse devenir un partenaire fiable et solide pour une Asie du Sud-Est sûre et prospère.

Merci encore de m'avoir invité aujourd'hui et j'espère vraiment avoir le plaisir de travailler avec beaucoup d'entre vous dans le futur.